

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 10 janvier 2011

N° 370

PRIX : 0,60 Euro



LUTTE POUR LE POUVOIR ENTRE

DIFFERENTS CLANS DE LA BOURGEOISIE

UNE LUTTE QUI NE CONCERNE PAS LES TRAVAILLEURS

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Côte d'Ivoire :

- Lutte pour le pouvoir entre les deux clans de la bourgeoisie (...) ne concerne pas les travailleurs (p.2)

- Travailleurs, la lutte entre RHDP et LMP n'est pas la nôtre (p. 4)

- Les limites affichées de Gbagbo dans sa lutte contre l'impérialisme (p. 6)

- Ouattara et Gbagbo sont des amis des riches, pas ceux des travailleurs (p.8)

Page 9

Mali : augmentation des prix des denrées alimentaires

Page 10

Tunisie : explosion de colère contre le régime dictatorial de Ben Ali

Page 11

Algérie : émeutes contre la hausse brutale des prix

Page 12

Madagascar : le prix du riz s'envole, la famine menace

ABONNEMENT

FRANCE

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

CÔTE D'IVOIRE

LUTTE POUR LE POUVOIR ENTRE DIFFERENTS

CLANS DE LA BOURGEOISIE. UNE LUTTE QUI

NE CONCERNE PAS LES TRAVAILLEURS !

A l'issue de l'élection présidentielle du 28 novembre, la Côte d'Ivoire compte deux présidents et deux gouvernements. Laurent Gbagbo, le président sortant, continue d'occuper le palais présidentiel alors qu'Allassane Ouattara, s'est installé au Golf Hôtel sous la protection des soldats de l'Onuci et des ex-rebelles FN (Forces Nouvelles). Gbagbo a nommé comme Premier ministre l'ancien professeur d'économie et président de l'université d'Abidjan Cocody, Aké Gilbert Marie N'Gbo, alors que Ouattara a désigné Soro Guillaume, le chef politique des Fn et ex-Premier ministre de Laurent Gbagbo.

Cette élection, depuis le début, a été émaillée de graves violences. A ce jour, des chiffres officiels annoncent plus de 200 morts, des dizaines de disparus et plusieurs centaines de blessés. Il faudrait ajouter les nombreuses arrestations arbitraires, les exactions et les violences de toutes sortes subies essentiellement par les populations pauvres. La presse a parlé d'un charnier de 65 corps dans la commune d'Abobo. Chaque jour apporte son lot de morts et de blessés. Le nombre des victimes ne cesse d'augmenter.

Les affrontements interethniques qui ont eu lieu tout récemment à Duékoué, une ville située à l'Ouest du pays, à 500 Km d'Abidjan, font partie des conséquences directes de la haine distillée depuis des années par les dirigeants politiques assoiffés de parvenir ou de s'accrocher au pouvoir.

Tout ça, pour accoucher de deux présidents !

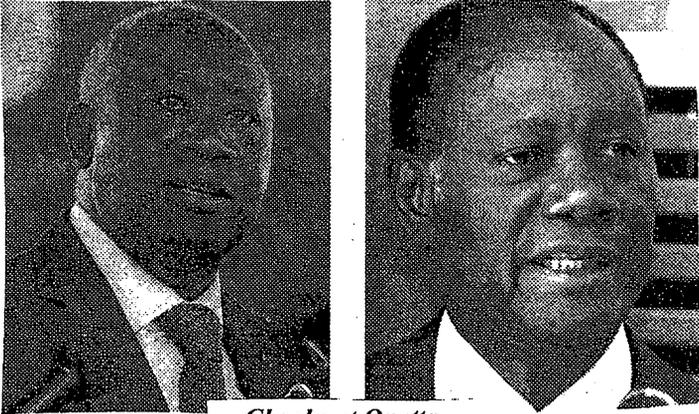
Depuis 2005, date officielle de la fin du mandat de Gbagbo, cette élection a été reportée six fois. On dit que ce sont les élections les plus coûteuses au monde. Le "processus électoral" en Côte d'Ivoire a commencé il y a de cela quatre ans avec la tenue des "audiences foraines", la constitution des listes électorales et l'attribution des cartes d'électeurs. Il y a eu de nombreux "accords" entre les protagonistes, tels ceux de Pretoria et de Ouagadougou, pour ne citer que ceux-là.

Tout au long de ce "processus électoral" il y a eu des massacres, des tueries et des actes barbares. Le résultat, c'est une accumulation de haine et de violence, où les victimes sont toujours les populations

pauvres et très rarement les riches et tout aussi rarement ceux qui sont véritablement les semeurs de cette haine, à savoir les hauts dirigeants et leurs plumitifs journalistes de tous bords.

Légalité ou légitimité ?

Au sortir du deuxième tour du scrutin,



Gbagbo et Ouatta

Alassane Ouattara a été déclaré vainqueur par la CEI (la Commission électorale indépendante, majoritairement favorable à lui), avec 54% des voix contre 46% pour Laurent Gbagbo. Ces résultats ont été validés par Choi, le représentant de l'Onuci en Côte d'Ivoire. Celle-ci a été désignée par les deux parties comme étant le « certificateur » du processus électoral. Mais c'est Gbagbo qui a été déclaré vainqueur par le Conseil constitutionnel acquis par avance à sa cause, avec 51% des voix.

Selon le clan d'Alassane Ouattara, il n'y a aucune ambiguïté sur sa victoire. Il dit avoir remporté ces élections, haut la main, fort des chiffres de la Cei. Mais pour Gbagbo et les siens, les résultats annoncés par la Cei n'auraient qu'une valeur « provisoire », telle que définie par les différents accords. De plus, selon eux, du fait que la Cei n'a pas annoncé les résultats dans la limite des trois jours dont elle disposait, ceux-ci n'auraient plus de valeur juridique et par conséquent c'est le Conseil constitutionnel qui devrait nécessairement prendre la main. Les résultats de la Cei seraient donc « nuls et nonavenus ». Comble "d'irrégularité", la Cei a annoncé les résultats à partir du Golf hôtel, qui est aussi le QG du clan Ouattara. A l'opposé, bien évidemment, le

clan Ouattara ne reconnaît pas les résultats annoncés par le Conseil constitutionnel. Tout d'abord, il balaye d'autant plus facilement du revers de la main les chiffres du Conseil constitutionnel, que celui-ci les a annoncés seulement en quelques heures à peine après avoir reçu le dossier des mains de la Cei. Comment cette institution aux ordres a-t-elle fait pour analyser les résultats de plus de 20.000 bureaux de votes en si peu de temps, alors qu'elle disposait de sept jours pour cela ? Toujours selon le clan Ouattara, le Conseil constitutionnel n'aurait aucun droit légal d'annuler les résultats d'un bureau de vote. En cas d'irrégularité constatée pouvant remettre en cause l'ensemble des résultats, il pourrait tout au plus déclarer la nullité du scrutin et annoncer la date d'une nouvelle élection. Or, il s'avère que le Conseil constitutionnel a tout simplement annulé les résultats de sept départements situés dans les régions du nord favorables à Ouattara et même ceux de la grande ville de Bouaké.

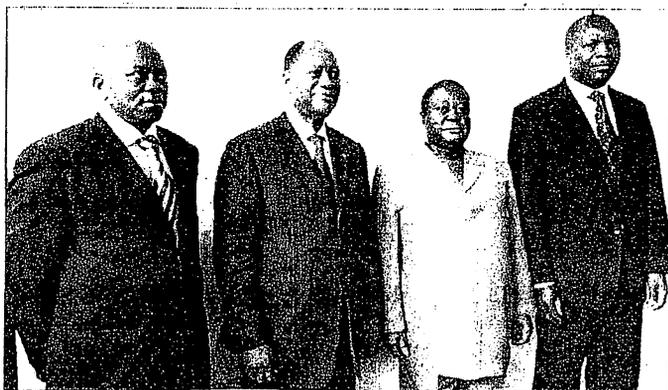
Si dans le camp Ouattara, on crie au vol, dans celui de Gbagbo on crie tout aussi fort à la triche.

Dans cette affaire, il serait bien naïf d'ignorer que les candidats usent de tous les moyens, dont le bourrage d'urnes, pour arriver à leur fin. Penser que c'est la « vérité », la « légitimité » ou la « légalité », qui détermine en dernier ressort lequel des prétendants à la Présidence sera déclaré victorieux, serait bien crédule. L'ONU, les puissances impérialistes et à leur suite l'Union Africaine puis le CEDEAO, ont choisi Ouattara. Pour eux c'est lui qui est "légitime". Mais son gouvernement est fantôme. De plus il ne peut même pas sortir de son lieu de confinement du Golf Hôtel. Gbagbo, lui, continue d'avoir l'appui de l'appareil militaire et de la gendarmerie. Il occupe la présidence et son Premier ministre la primature. Pour le moment c'est lui qui est le plus fort. Seul le rapport des forces déterminera lequel des deux clans aura véritablement le "droit" d'occuper la présidence, les portefeuilles et faire main basse sur les caisses de l'Etat !

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du journal le Pouvoir

Aux Travailleurs édité en Côte d'Ivoire le 09 janvier 2011

TRAVAILLEURS, LA LUTTE ENTRE RHDP ET LMP N'EST PAS LA NOTRE !



Les quatre dirigeants du Rassemblement
des houphoëtistes (RHDP)

Deux clans, le RHDP et LMP, luttent pour le droit d'occuper la présidence. Cette lutte a déjà causé la mort de plus de 200 personnes, fait des centaines de blessés, plusieurs disparus. S'y ajoute, le risque de généralisation d'une guerre ethnique, comme on le voit déjà à Duékoué ; la montée de la méfiance et de la suspicion dans les quartiers pauvres, entre supposés nordistes et sudistes, qui pourrait notre vie au quotidien ; la peur de nous faire agresser ; les rackets, etc. S'y ajoute d'ores et déjà la menace de la faim, car les prix de la nourriture s'envolent alors même que l'insécurité, la difficulté de déplacement, l'impossibilité de travailler certains jours, pèsent sur des salaires déjà bas.

Pour l'heure, nous les travailleurs, nous continuons à nous côtoyer dans les ateliers, les usines, les chantiers, ainsi que dans nos cours communes. Mais, si ce climat de haine et de violence continue comme ça, pendant combien de temps serons nous encore épargnés ?

L'enjeu de cette lutte, pour les dirigeants des différents clans, c'est de pouvoir occuper les postes de ministres, de présidents d'institutions, des postes clés au trésor, dans les entreprises d'Etat, afin de pouvoir se servir dans les caisses de l'Etat et de bénéficier de l'argent de la corruption.

Mais nous les travailleurs, nous les pauvres, qu'avons-nous donc à gagner dans cette lutte qui ne nous concerne pas ? Rien !

Nous aurons tout juste le droit de pleurer nos morts, de consoler nos blessés, de regarder impuissants nos misérables maisons détruites ou brûlées !

Camarades travailleurs, nous n'avons pas à verser notre sang et nos larmes, pour choisir lequel des deux clans aura le droit de nous opprimer demain ! Aucun des deux présidents ne prendra le parti des pauvres contre les riches, des ouvriers contre les patrons.

Les prix des denrées de base dont nous avons besoin au quotidien sont devenus inaccessibles à nos petits salaires. Il nous faut nécessairement des augmentations de salaires à la mesure des augmentations des prix, si nous ne voulons pas mourir, nous et nos familles, dans la misère ! Aucun gouvernement n'est jamais venu en aide aux travailleurs. Pour obtenir ces augmentations, il nous faudra nous battre contre le patronat qui nous exploite.

C'est ce combat des pauvres contre les riches, qui est le nôtre ! Pour cela, il nous faut rassembler nos forces. Il nous faut refuser toute division qui pourrait nous affaiblir !

Bien au-delà des problèmes graves de l'immédiat, s'impose la nécessité de créer une force qui représente en permanence nos intérêts

politiques en tant que travailleurs. Sans une organisation pour incarner cette force, nous sommes amenés, les uns et les autres, à soutenir des hommes politiques qui, de Houphouët-Boigny dans le passé à Ouattara, Bedié et Gbagbo aujourd'hui, ont beau avoir des différences entre eux, sont tous des amis des riches, des bourgeois, tous hostiles aux intérêts des travailleurs, sans même parler de la discorde ethnique qu'ils sèment parmi nous. Nous sommes Bété, Baoulé, Burkinabé, Senoufo, Agni, Dioula, Ebrié Gouro, Dida, Yakouba par la naissance, mais dans nos entreprises, sur nos chantiers, dans la vie tout simplement, nous sommes des hommes et des femmes qui n'ont que leur travail pour vivre, nous travaillons ensemble lorsque nous avons du travail, ouvriers d'usine, manœuvres dans le bâtiment, petits employés de bureaux, journaliers, djobeurs, balayeurs, dockers, chauffeurs, femmes de salle, ouvriers agricoles. Nous avons en commun de vivre de notre travail. Nous avons tous besoin d'un salaire régulier qui nous permette de mener une vie honnête. Et avec nos compagnes petites

marchandes, nos cousins petits paysans, nous avons besoin de nous loger, nous avons besoin d'avoir accès aux hôpitaux, nous avons besoin de scolariser nos enfants. Nous avons droit à une vie convenable que la société nous refuse car dans cette société, seuls comptent ceux qui ont de l'argent.

C'est cette communauté d'intérêt qui nous unit au-delà de nos sentiments pro-Gbagbo ou pro-Ouattara ; au-delà de notre appartenance ethnique, clanique, religieuse, tribale ou nationale. Eh bien, il faut que cette communauté d'intérêt se concrétise par une force politique qui soit vraiment la nôtre. Une force politique qui, dans toutes les circonstances de la vie politique comme dans toutes les luttes sociales, exprime nos intérêts et cherche à les imposer. Cette force n'existe pas aujourd'hui, mais elle peut se créer ! Il faut la créer !

Mais pour l'heure, disons non à la guerre entre pauvres ! Nos ennemis, ce sont les riches qui nous exploitent !

CÔTE D'IVOIRE

UN COMLOT CONTRE GBAGBO ?

Entre les deux élus, Gbagbo et Alassane Ouattara, les grandes puissances impérialistes, ont fait, à l'unanimité, un choix clair et net. Leur poulain, c'est Alassane Ouattara.

Pourquoi donc ce choix ? Parce que les urnes ont tranché en faveur d'Ouattara ? La sinistre plaisanterie ! Comme si les dirigeants français, américains n'étaient pas au courant de toutes les tricheries, des magouilles dans les deux camps ! Mais surtout, comme si cela faisait partie de leurs préoccupations ! Mais pas plus l'Etat français que l'Etat américain, pour ne parler que de ces deux là, n'en ont rien à faire de ce que veut ou choisit réellement la population. Combien de dictatures la France a non seulement reconnues, mais soutenues, mieux, imposées, contre leurs peuples à commencer par Houphouët Boigny et son parti

unique, en passant par Bokassa, Bongo et tous les autres. Combien d'autres, en Amérique latine, ont été imposées, y compris dans le sang, par la prétendue « grande démocratie américaine ». Au Chili, en son temps, Allende a été très démocratiquement élu, ce qui n'a pas empêché la CIA américaine de jouer un rôle majeur dans son renversement par le général Pinochet. La liste des dirigeants élus par la tricherie, le bourrage des urnes sans parler de ceux qui n'ont même pas été élus et néanmoins reconnus par la « communauté internationale » remplirait un bottin. Même quand les grandes puissances jouent à la démocratie, et prétendent favoriser des élections démocratiques, seuls les imbéciles peuvent croire dans le caractère démocratique de l'élection d'un Karzaï en Afghanistan.

La préoccupation des dirigeants des puissances impérialistes est de favoriser leurs bourgeoisies à piller les richesses du monde ! Ils n'acceptent à la tête d'un pays pauvre que des dirigeants qui reconnaissent cette règle. Oh, de ce point de vue, ils ne craignaient pas plus Gbagbo que Ouattara. Ils ont d'ailleurs fait avec Gbagbo pendant dix ans. Les grands groupes capitalistes à la Bolloré ou à la Bouygues ont aussi bien été servis par Gbagbo qu'ils pourraient l'être par Ouattara. Mais puisqu'il y avait le choix, les dirigeants politiques des grandes puissances préfèrent ceux qui leur apparaissent les plus fiables, les plus maléables. L'avantage de Ouattara à leurs yeux c'est que ce dernier a montré ses capacités sur ce terrain, en tant que Premier ministre du très fidèle Houphouët Boigny

d'abord, puis en tant que haut fonctionnaire international. Directeur adjoint du Fonds monétaire international, Ouattara a pu fréquenter tout le gratin des hauts serviteurs de l'impérialisme, se lier avec eux, être jugé par eux comme un des leurs. En tant qu'ex-oppositionnel, de surcroît, capable d'accès de démagogie envers l'ex-métropole colonial et son président actuel, Sarkozy, Gbagbo suscite la suspicion. Alors, puisque il y a le choix entre ces deux-là, autant choisir Ouattara. Et voilà l'Union Africaine et la Cedeao (communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) qui s'alignent. Les maîtres du monde impérialistes ont parlé, leurs serviteurs africains relayent le choix. Mais la démocratie, le choix du peuple n'y est pour rien !

CÔTE D'IVOIRE

LES LIMITES AFFICHEES DE GBAGBO

DANS SA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

Il ne faut pas confondre l'attitude de Laurent Gbagbo vis-à-vis des bourgeois qui ont leurs intérêts en Côte d'Ivoire et son attitude envers les gouvernements français ou américain. Ce sont deux choses différentes.

Pour ce qui est de l'attitude de Gbagbo vis-à-vis des bourgeois, vis-à-vis des riches, en 10 ans de pouvoir, il a eu le temps de montrer, oh combien, il sait défendre les intérêts des bourgeois, c'est-à-dire le camp des riches auquel il appartient lui-même.

Il s'agit des intérêts de ceux des grands planteurs comme les Sansan Kouao, en maintenant des bas salaires de famine pour les ouvriers agricoles. Il s'agit des intérêts des riches libanais, nombreux dans ce pays ; de ceux des industriels tel que le groupe Sifca de Billon ; mais aussi des riches bourgeois français, que ce soit dans la finance, à commencer par les deux premières banques ivoiriennes, la SGBCI et la BICICI, qui ne sont que des succursales des banques françaises, à savoir, la Société générale et la BNP ; au Port,

il a défendu les intérêts du groupe Bolloré ; la Cie (distribution de l'électricité) et la Sodeci (l'eau), le groupe Bouygues, à qui il a renouvelé son contrat ; le pétrole, le groupe Total, à qui il vient d'ailleurs de donner une importante exploitation offshore ; Il y a Côte-d'Ivoire télécom et Orange, que France télécom a acquise avec le démantèlement de l'entreprise d'Etat dans la téléphonie. Non seulement Gbagbo n'a jamais remis en cause ce bradage, mais il l'a au contraire aidé à se renforcer ! Il y a des trusts américains, à commencer par Cargill (cacao). Ce groupe est bien installé en Côte d'Ivoire depuis l'arrivée de Gbagbo dans les affaires et le démantèlement de la Caistab (la caisse de stabilisation café-cacao, qui contrôlait l'exportation du café et du cacao), qui était aussi l'œuvre du clan Gbagbo. On pourrait encore y ajouter des multinationales telles Unilever et la SMB (bitume) qui sont bien installées en Côte d'Ivoire et qui n'ont jamais eu à craindre de l'Etat ivoirien. La liste serait, bien sûr longue à énumérer, tellement les

grosses entreprises nationales et internationales sont nombreuses dans ce pays et brassent des centaines de milliards de francs.



Manifestation hostile à l'armée français
à Abidjan en 2004:

Les intérêts de tous ces riches-là, Gbagbo les a toujours bien défendus depuis qu'il est au pouvoir.

Ainsi, par exemple, quand les dockers étaient en grève pour revendiquer des augmentations de salaire, pour aider ses amis les riches, à commencer par Bolloré, Gbagbo avait envoyé l'armée pour réprimer les grévistes. Bien sûr, c'était sous le prétexte que « le port constitue le poumon de l'économie ivoirienne » ! En réalité, c'était bien l'économie des puissants armateurs, transitaires et autres négociants en café-cacao que Gbagbo protégeait car ils risquaient de perdre beaucoup d'argent si la grève durait !

Là-dessus, il est bien entendu que la bourgeoisie, qu'elle soit nationale ou internationale, se souvienne des bons gestes de Gbagbo à son égard. N'est-ce pas, d'ailleurs, lui et son économiste Mamadou Coulibaly (président de l'Assemblée nationale et N°2 du FPI) qui ont, d'un coup de trait, annulé les centaines de milliards d'arriérés d'impôt que les riches devaient à l'Etat ivoirien ? N'est-ce pas eux qui ont aussi fait baisser par la suite les impôts que les riches doivent payer à l'Etat ?

On peut aussi rappeler qu'aussitôt arrivé au pouvoir en 2000, c'est Gbagbo qui avait

renoué les liens avec le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale. Liens qui étaient coupés par Bédié et son clan, probablement trop occupés à piller les caisses de l'Etat !

Gbagbo, en arrivant au pouvoir en 2000, avait repris le reversement des services de la dette ivoirienne contractée par ses prédécesseurs, à hauteur de quelques 500 milliards de francs CFA (environ 762 millions d'euros) tous les ans, pour satisfaire les banquiers internationaux. Ce pillage, qui ne dit pas son nom, des richesses de la Côte d'Ivoire était d'autant plus scandaleux que c'est ensuite aux pauvres que le gouvernement présente la note à payer ! De plus, cet argent que Gbagbo remboursait n'avait pas bénéficié au pays, mais était allé gonfler, pour l'essentiel, les comptes bancaires des Houphouët, Bédié et autres caciques du PDCI (et donc aussi du RDR de Ouattara, puisqu'étant un démembrement du PDCI) lorsqu'ils étaient au pouvoir, mais aussi et surtout aux banques françaises et américaines. C'était à ceux-là de payer ! Pas aux populations pauvres !

Tant pis si ces remboursements s'étaient faits au détriment des structures sociales, telles les écoles et les hôpitaux qui se sont dégradées, alors que les populations pauvres en ont besoin ! Eux les riches, dont font partie les hauts dirigeants du FPI, ils ne scolarisent pas leurs enfants dans les écoles publiques, encore moins, ils ne se soignent dans les CHU, qui sont devenus des vrais mouvoirs pour pauvres !

Il n'en va pas pareillement de l'attitude de Gbagbo vis-à-vis des gouvernements français, voire maintenant américain.

Son anti-impérialisme est à l'image de celui que Blé Goudé, son émeutier, avait montré en 2004. Avec sa troupe de « patriotes », il scandait des propos anti-français devant l'ambassade de France, drapé du chiffon américain ! Il appelait au secours Georges Bush, alors que celui-ci était en train de massacrer le peuple Irakien ! Ce genre d'anti-impérialisme est généralement toléré du

moment que l'essentiel, le pillage du pays, lui, continue en toute discrétion !

Mais cet anti-impérialisme de Gbagbo touche son public ! Pendant le colonialisme l'Etat français avait pillé les richesses, imposé le travail forcé, exploité et tué les habitants de ce pays. Encore tout dernièrement, en 2004, à

l'hôtel Ivoire, l'armée française avait tiré sur une population désarmée et fait plusieurs morts ! Alors, oui, pour l'écrasante majorité de la population, l'Etat français apparaît comme un oppresseur. Et c'est là-dessus que table Gbagbo. Mais son anti-impérialisme reste verbal !

CÔTE D'IVOIRE

OUATTARA ET GBAGBO SONT DES AMIS

DES RICHES, PAS CEUX DES TRAVAILLEURS !

En choisissant Alassane Ouattara comme président "légitime" de la Côte d'Ivoire, les puissances impérialistes, la France et les USA en particulier, n'ont pas choisi un inconnu mais un valet qui a déjà fait ses preuves. Avant d'être nommé comme Premier ministre par Houphouët Boigny, il était directeur de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de Ouest). Après cela il reçut une promotion en devenant l'un des hauts dirigeants du FMI. Tout son parcours montre qu'il est plutôt un fidèle serviteur des intérêts des grands possédants, à commencer par ceux des banquiers qui pillent ce pays. C'est à ce titre qu'il fut nommé Premier ministre de la Côte d'Ivoire au moment où ce pays était durement frappé par la crise économique. Les premières mesures qu'il prit furent celles que le FMI préconisait, à savoir : la réduction du nombre de fonctionnaires, le blocage des salaires dans la fonction publique, la diminution drastique des budgets des secteurs utiles à la population comme l'éducation nationale, les hôpitaux publics, etc. C'est dire qu'il a déjà fait ses preuves de docilité et de servilité à l'égard des dirigeants du monde impérialiste. Lui même est un homme riche et ne s'en cache pas. Son épouse est une véritable femme d'affaires qui possède une société immobilière en France et dirige en même temps une autre entreprise aux Etats-Unis.

Quant à Gbagbo, il a eu un parcours différent. Il a été un opposant notoire de Houphouët Boigny. Il a même fait de la prison

avant d'être contraint à l'exil en France. Quand il était dans l'opposition, il se disait socialiste. Mais son socialisme n'était que verbal.

En dix ans de pouvoir, il a montré combien il était lui aussi, au service des intérêts de la bourgeoisie. Par exemple, l'une de ses premières mesures a été de décréter la « trêve sociale », demandant ainsi aux travailleurs de ne pas faire grève, pour satisfaire les intérêts patronaux, au nom de « l'intérêt national ». Il a maintenu le blocage des salaires des travailleurs. Il a caporalisé les syndicats et réprimé tout mouvement de contestation des travailleurs visant à améliorer leurs conditions d'existence.

Quand il arriva au pouvoir, Gbagbo avait par exemple la possibilité de revenir sur l'ancien code du travail démolé par Bédié et de permettre du coup l'embauche de milliers de travailleurs transformés en journaliers à vie par le patronat. Un patronat, soit dit en passant, en grande partie français et libanais. Mais même ce minimum, Gbagbo ne l'a pas fait. Pourtant, ça ne coûtait pas de l'argent à son gouvernement. Donc, ce n'était pas « à cause de la guerre ». En fait, son « socialisme » n'allait même pas jusque-là. C'était une question de choix politique clair : il montrait par là qu'il est foncièrement dans le camp des riches contre les pauvres !

Il l'a encore montré en 2008, face aux femmes qui manifestaient dans les rues d'Abidjan en montrant leurs ustensiles de

cuisine en criant à la famine et en dénonçant la flambée des prix des denrées alimentaires. Gbagbo ne fit même pas un geste symbolique en leur direction. Il a maintenu le blocage des salaires en vigueur depuis plusieurs dizaines d'années dans ce pays. De plus il a envoyé ses forces armées contre les femmes qui manifestaient leur colère. Il y eut deux tués, une femme à Yopougon et un jeune à Port-

Bouët ! Comme réparation aux préjudices subis par leurs familles, il a envoyé à chacune d'elles la somme de deux millions de francs Cfa. C'était le prix qu'il estimait être pour la vie d'une personne pauvre !

Pour les travailleurs et les familles pauvres, choisir de se battre pour Gbagbo ou Ouattara, c'est comme choisir entre le bâton et le gourdin pour se faire taper sur la tête.

MALI

AUGMENTATION DES PRIX

DES DENREES ALIMENTATIVES

Les débuts des élections présidentielles en Côte d'Ivoire et les crises qui s'en sont suivies ont des répercussions importantes dans l'activité économique au Mali du fait que plus de 70% des importations maliennes se font à partir du port d'Abidjan. Les couloirs routiers vers ces deux pays sont très fréquentés. D'après l'Essor, journal malien, comparé au plus fort de la crise de 2002, l'impact de ces derniers mois est beaucoup plus important. Les répercussions de la crise sont durement ressenties sur le marché. La diminution de la quantité des marchandises fait augmenter les prix et plus particulièrement ceux des denrées de première nécessité comme le riz et le sucre.

En effet depuis la crise, l'axe Abidjan-Bamako, le nombre des gros transporteurs qui passent a chuté dramatiquement. Il est passé de 200 camions par jour à 10. Et en conséquence la recette douanière a autant diminué. Elle est passée d'environ de 200 millions de Fr. CFA par mois à 2 millions. Le gros des marchandises, ce sont des dizaines de milliers de tonnes de riz, de sucre et de blé. Et il y a autant des produits industriels : engrais, produits pétroliers, ciment et matériaux de construction. Il y a aussi d'autres produits

alimentaires comme l'huile, les pâtes, les bananes plantain, ignames, etc.

Par contre le Mali exporte vers la Côte d'Ivoire des dizaines de milliers de tonnes de coton et des produits agricoles comme l'arachide. Il exporte aussi des dizaines de milliers de bêtes à cornes. Il est probable que cette situation soit similaire pour le Burkina Faso.

La crise ivoirienne a des conséquences directes sur la situation économique des pays limitrophes. Il y a pénurie de divers produits alimentaires, ce qui entraîne des augmentations des prix à la fois dans ces pays et la Côte d'Ivoire. La lutte pour le pouvoir entre Gbagbo et Ouattara rend de plus en plus difficile la vie des populations de ces régions. Ces deux politiciens de la bourgeoisie se moquent complètement de la situation des populations pauvres. Ce qui compte pour eux, c'est d'arriver au pouvoir pour se remplir les poches en puisant dans la caisse de l'Etat.

Il faut espérer que les travailleurs et les paysans pauvres de ces pays feront comme en Tunisie ou en Algérie, en secouant par la lutte le pouvoir de ces gens-là.

TUNISIE

EXPLOSION DE COLERE CONTRE LE REGIME DICTATORIAL DE BEN ALI

Le 17 décembre dernier, au marché de la région de Sidi Bouzid, toute la marchandise d'un jeune vendeur ambulancier de fruits et légumes a été confisquée par la police ; elle venait de lui ôter le pain de la bouche, et ce n'était pas la première fois. Pour protester contre cette confiscation injuste qui le prive à jamais de son gagne-pain quotidien, le jeune vendeur s'est immolé par le feu, dans la rue, devant la préfecture.



Manifestants en colère

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Spontanément des gens sont descendus dans les rues, des jeunes surtout, pour manifester leur colère contre un régime dictatorial corrompu qui pousse au suicide. Un comité de soutien à la victime a été mis en place, des avocats en désaccord avec les méthodes policières, soutiennent le mouvement de protestation en manifestant aux côtés des jeunes. Les manifestations, parties de Sidi Bouzid, ont gagné comme un feu de paille, presque l'ensemble du pays. Dans au moins 30 villes il y a des manifestations, et au moment où nous écrivons, ça continue, et cela depuis plusieurs semaines. Deux personnes ont été tuées par balles, il y a eu de nombreux blessés. Les protestataires dénonçaient le chômage qui atteint 30% dans cette région agricole et les

hausse des prix ; ils réclamaient le départ de « Ben Ali » et de la « clique corrompue » au pouvoir, ils réclamaient aussi la « libération des mineurs » et des militants arrêtés.

Depuis plus de 20 ans que dure le régime de Ben Ali, les populations laborieuses, par peur de la répression, ont réussi à contenir leur colère. Le chômage frappe durement, en particulier les jeunes, la faim fait des ravages parmi les populations démunies, la pauvreté gagne du terrain, l'opposition politique, les syndicats et la presse sont muselés. Le suicide du jeune vendeur de fruits et légumes a fait sauter ce verrou.

Il y a environ deux ans, des manifestations populaires avaient eu lieu à Gafsa, région des mines de phosphate. Le 5 janvier 2008, la compagnie de phosphate qui embauchait sur concours, annonça les résultats « entachés de fraudes évidentes, de favoritisme et de népotisme » selon les associations de travailleurs. Comme la compagnie ne voulait rien entendre, de nombreuses manifestations de protestation et des grèves avaient éclaté dans plusieurs secteurs d'activité. C'était l'occasion pour les travailleurs de poser certaines revendications dont l'augmentation des salaires et les embauches. Le mouvement avait duré environ 6 mois. Le régime avait fait réprimer les grévistes. Il y eut deux morts et de nombreux blessés.

Aujourd'hui comme il y a deux ans, quand les gens sont mécontents et qu'ils descendent dans la rue pour manifester, le pouvoir ne sait répondre que par la répression et les arrestations arbitraires. Aux dernières nouvelles, les chiens de garde de Ben Ali ont tué au moins 14 personnes et fait plusieurs blessés parmi les manifestants.

On ne sait pas pour le moment l'issue de cette manifestation sans précédent qui a jeté

des milliers de manifestants dans la rue. Malgré la répression sanglante, les manifestations continuent. Les jeunes et tous ceux qui

manifestent contre la dictature en place à Tunis ont bien raison de montrer leur colère.

ALGER

EMEUTES CONTRE LA HAUSSE BRUTALE DES PRIX

A la suite de l'annonce par les pouvoirs publics de fortes hausses des prix des produits de première nécessité (l'huile et le sucre ont doublé de prix), une émeute de jeunes a éclaté à Bab El Oued, un quartier populaire d'Alger, en signe de protestation.



Alger 6 janvier : des policiers
affrontant des manifestants:

Cette contestation s'est étendue dans d'autres quartiers pour atteindre d'autres villes, comme Oran, Béjaïa, etc. A Alger, des édifices publics et privés ont été attaqués ; des forces de l'ordre ont été prises à partie ; de nombreux commerçants, par peur, ont fermé boutique. A Oran, des jeunes ont brûlé des pneus pour barrer les routes principales.

Pour tenter de briser ces émeutes, la police a tiré à balles réelles sur les jeunes : il y a eu trois morts et des centaines de blessés.

Mais la répression, aussi terrible soit-elle, ne peut gommer la misère sociale

profonde dans laquelle vivent les populations démunies.

Ce pays est connu pour ses richesses pétrolières et gazières. Selon les chiffres officiels, l'Etat dispose de 115 milliards de dollars de réserves de change ; Bouteflika et sa clique au pouvoir baignent dans un luxe insolent qui contraste d'avec la misère dans laquelle se trouvent les larges couches populaires pauvres. Une partie de l'argent du pétrole, au lieu de servir à améliorer les conditions de vie de ces couches, est allée plutôt dans l'armement et le renforcement de la répression.

C'est ce mécontentement latent, et cette misère dans laquelle se débattent les masses pauvres, qui de temps à autre remontent à la surface lors des manifestations contre le régime dictatorial de Boutéflika.

Les conditions d'existence des populations pauvres en Tunisie et en Algérie ressemblent à celles de la plupart des pays d'Afrique noire. C'est une situation de désespoir. Mais il n'est pas exclu que demain éclatent dans les pays jusque-là épargnés des révoltes semblables à celles de ces deux pays. Car les ingrédients de mécontentement existent à l'état latent dans la plupart des pays du continent. A cause de la crise du système capitaliste qui s'aggrave, ces populations vivent de plus en plus mal, y compris dans les pays riches comme la France. C'est le capitalisme qui est à la base de cette misère sociale.

MADAGASCAR

LE PRIX DU RIZ S'ENVOLE, LA FAMINE MENACE

Malgré une année qualifiée de bonne récolte, le prix du riz au détail continue d'augmenter, atteignant ces derniers jours les 1500 ariary (environ 0,45 euro) à la capitale. Ce prix constitue un ordre d'idée car il n'est pas le même partout dans tout le pays étant donné le mauvais état de certaines routes pour acheminer le produit.

Dans ce pays, le riz constitue la denrée alimentaire de base la plus consommée par la population, ce qui fait que les moindres variations de son prix peuvent se traduire par une catastrophe pour des millions de personnes aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Or beaucoup de travailleurs ont basculé dans la précarité. Ceux qui avaient un emploi fixe et donc un revenu mensuel, maigre certes mais néanmoins existant, sont de moins en moins nombreux et du coup ne peuvent plus assurer à leur foyer ou à leur famille, le sac de 20 ou 30 kilos traditionnel à chaque fin de mois. Quant au journalier, son revenu quotidien atteint rarement 5000 Ariary (moins de deux euros). Mais il y a des jours où il touche encore moins que cela du fait que compte tenu du chômage, certains employeurs le payent à la tâche ou au prorata de la quantité produite. Lui ou sa famille n'a d'autre choix que d'acheter au jour le jour ou plutôt de temps en temps son riz au « kapoaka », une mesure équivalente à environ trois cents grammes, sur les étals du marché. Cela revient encore plus cher que le prix au kilo chez le commerçant. Ce fait n'est pas nouveau, mais il tend à se généraliser.

Si à ces difficultés s'ajoute la flambée du prix du riz, on peut dire que la situation devient de plus en plus intenable pour les travailleurs et pour une immense majorité de gens pauvres.

Pour anticiper sur l'éventuel coup de colère qui pourrait en résulter, le gouvernement, relayé en cela par la radio et la télévision, a fait savoir qu'il a réuni les responsables ministériels ainsi que les

opérateurs de la filière c'est-à-dire essentiellement les grossistes et les importateurs. Une grande partie du riz consommé dans le pays provient de l'étranger, essentiellement du Pakistan. L'Etat a consenti à ces opérateurs de nombreux allègements sur les loyers des entrepôts portuaires et sur les magasins de stockage. Les frais douaniers ont également été revus à la baisse. Ils vont aussi bénéficier d'un taux de change monétaire tout à leur avantage puisqu'il sera fixe, garanti par l'Etat à 2000 ariary pour un dollar. En contrepartie de ces avantages et de bien d'autres appelés « facilités administratives », ces capitalistes s'engageraient à être moins gourmands sur leurs marges bénéficiaires.

Les dirigeants et leurs amis les opérateurs mentent ouvertement et cela pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'ils savent très bien qu'ils n'ont aucune prise sur les cours du riz acheté dans le marché mondial. Ces tarifs seraient passés de 380 dollars la tonne à 470 actuellement. Et puis à ces augmentations il faut ajouter les profits juteux réalisés par tous les intermédiaires locaux depuis les importateurs jusqu'aux circuits de distribution. Les uns comme les autres se rejettent mutuellement la responsabilité et le tour sera joué car ils savent que l'Etat qui est leur ami les laissera faire même s'il fait mine de veiller au grain.

Le gouvernement a fait passer l'annonce suivante : « A partir de ce samedi 8 janvier 2011 le prix du riz au détail sur le marché national sera de 1180 ariary le kilo ».

Mais comme dit le dicton, les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Il y a moins d'un an, Andry Rajoelina (le président actuel) lui-même promettait que le prix de cette denrée serait stabilisé à 1000 ariary le kilo. On voit ce qu'il en est aujourd'hui. Il n'a pris aucune mesure contre ceux qui se sont enrichis sur cette denrée ou sur le sucre, l'huile, le ciment, les transports etc.

. C'est pourquoi il y a tout lieu de s'attendre à ce que les soi disant « dispositions » nouvellement annoncées ne soient pas plus efficaces que les précédentes.

La valse des étiquettes sur les produits de base est porteuse d'une colère émanant des masses pauvres. Si cette colère éclate c'est peut être la seule chose que les riches et les dirigeants n'auront pas volée.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.